

DENIS CHAILLOU

Commissaire aux Comptes

***Membre de la Compagnie
Des Commissaires aux Comptes de Paris***

***147 avenue Henri Barbusse
91210 DRAVEIL***

ASSOCIATION C3 CFA

101 rue Fontaine Grelot

92160 ANTONY

=====

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**SUR LES COMPTES ANNUELS
DE L'EXERCICE CLOS**

LE 31 DECEMBRE 2022

=====

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
(Exercice clos le 31 décembre 2022)

Mesdames,
Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association C3 CFA relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés le 15 mai 2023 par le conseil d'administration.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du comité directeur et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Draveil, le 12 septembre 2023

DENIS CHAILLOU

Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'D' followed by a horizontal line and a small vertical stroke at the end.

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Draveil, le 12 septembre 2023

DENIS CHAILLOU

Commissaire aux Comptes



COMPTES ANNUELS

- BILAN ACTIF -

ASS LOI 1901 C3 CFA

du 01/01/2022 au 31/12/2022

	N			N-1
	Brut	Amort. et Prov.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles (1)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	52 568	49 211	3 357	9 029
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	32 500	27 128	5 372	16 205
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	165 741	10 767	154 974	155 647
Constructions	3 132 407	1 259 659	1 872 748	1 977 278
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 106 188	970 014	136 174	125 213
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières (2)				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	8 662		8 662	8 646
Prêts				2 500
Autres immobilisations financières	84		84	84
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	4 498 150	2 316 779	2 181 371	2 294 602
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	150		150	450
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	1 711 899	5 745	1 706 155	1 272 776
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	128 321		128 321	20 597
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	644 121		644 121	815 350
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	35 557		35 557	77 522
Frais d'émissions d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 520 048	5 745	2 514 303	2 186 695
TOTAL ACTIF	7 018 198	2 322 524	4 695 674	4 481 297
Renvois:				
(1) Dont droit au bail :				
(2) Dont part à moins d'un an :				
(3) Dont part à plus d'un an :				

- BILAN PASSIF -

ASS LOI 1901 C3 CFA

du 01/01/2022 au 31/12/2022

	N	N-1
FONDS PROPRES		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Total Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Total Fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	802 430	400 764
Résultat de l'exercice (Excédent ou Déficit)	585 644	401 666
Situation Nette (sous-total)	1 388 074	802 430
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 531 967	1 634 752
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
TOTAL FONDS PROPRES	2 920 041	2 437 182
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	69 714	66 913
TOTAL PROVISIONS	69 714	66 913
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	324 544	479 428
Emprunts et dettes financières divers (3)	2 479	2 355
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	273 038	410 727
Dettes fiscales et sociales	954 999	1 030 621
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	3 400	24 430
Produits constatés d'avance	147 460	29 641
TOTAL DETTES	1 705 919	1 977 202
TOTAL PASSIF GENERAL	4 695 674	4 481 297
Renvois :		
(1) Dettes :		
	à Plus d'un an	
	à moins d'un an	
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque :		
(3) Dont emprunts participatifs :		

- COMPTE DE RESULTAT -

ASS LOI 1901 C3 CFA

du 01/01/2022 au 31/12/2022

	N	N-1
Produits d'exploitation		
Cotisations	134 255	51 960
Ventes de biens		
Ventes de prestations services	2 640 065	2 160 355
Dont parrainages		
Subventions d'exploitation	7 334	13 199
Vts des fondateurs ou conso. de la dot, consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dont les dons manuels		
Dont Mécénats		
Dont Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	10 865	399 267
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	619	233
Total des produits d'exploitation I (1)	2 793 138	2 625 015
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		
Variation de stock (marchandises)		
Autres achats et charges externes (3)	839 682	742 421
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	67 718	53 180
Salaires et traitements	886 250	794 641
Charges sociales	345 783	333 724
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux amort...	154 190	161 841
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux provi...		
Dotations d'exploitations sur actif circulant : dotations aux prov...	5 745	
Dotations d'exploitation pour risques et charges : dotations aux p...	2 801	42 524
Autres charges	13 028	31 362
Total des charges d'exploitations II (2)	2 315 196	2 159 693
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	477 942	465 322
Produits Financiers		
Produits financiers de participations (5)		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo...	113	294
Autres intérêts et produits assimilés (5)	370	479
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers (V)	484	774

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

- COMPTE DE RESULTAT -

ASS LOI 1901 C3 CFA

du 01/01/2022 au 31/12/2022

	N	N-1
Charges Financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées (6)	9 703	12 196
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (VI)	9 703	12 196
RESULTAT FINANCIER (V) - (VI)	-9 219	-11 422
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)	468 723	453 900
Produits Exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	14 136	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	102 785	115 065
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits Exceptionnels (VI)	116 921	115 065
Charges Exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		167 298
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total des charges exceptionnelles (VII)		167 298
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI-VII)	116 921	-52 234
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	2 910 543	2 740 853
TOTAL DES CHARGES	2 324 899	2 339 187
EXCEDENT OU DEFICIT	585 644	401 666
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

ANNEXE COMPTABLE

ASS LOI 1901 C3 CFA

Annexe des Comptes de l'exercice clos le 31/12/2022

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 4 695 674€ et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent net comptable de 585 644€.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 15/05/2023 par les dirigeants de l'association.

Présentation de l'association :

La création de C3 CFA et l'ouverture du CFA C3 (Institut Supérieur Francilien des Métiers de la Vente, du Commerce, du Management et de la Gestion des Entreprises) en juin 2005 est la résultante d'une démarche entrepreneuriale liée à une réalité économique et sociale, humaine et éducative en Région Ile de France.

C3 CFA s'inscrit durablement dans l'action et les valeurs de l'Économie Sociale et Solidaire.

Le CFA C3, a pour vocation de former des apprentis aux études supérieures dans les métiers de la Vente et du Commerce et du Management et la Gestion des entreprises et de développer 3 marqueurs :

- L'esprit entrepreneurial
- La culture citoyenne
- L'art de la communication et de la négociation.

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

Historiquement, les premiers diplômes dispensés par C3 CFA sont les BTS Management des Unités Commerciales et BTS Assistant de Gestion PMI/PME.

Un avenant a été signé avec la Région en vue de créer en septembre 2008 des sections en BTS Négociation Relation Client, permettant ainsi de compléter l'offre de formation en filière Vente/Commerce.

Un nouvel avenant a été signé en octobre 2009, pour la rentrée 2010, afin d'ouvrir des sections en BTS Assistant de Manager, un BTS NRC appliqué à l'assurance, et la création d'une Unité de Formation en Apprentissage délivrant un titre informatique de niveau 6 (Responsable d'étude et développement du système d'information) devenu par la suite un titre de niveau 7. Puis en 2010, un BTS Management des Unités Commerciales en 3 ans pour les sportifs pratiquant le haut niveau.

A la rentrée 2016, une classe de Responsable Marketing Opérationnel (titre de niveau 6) a ouvert ainsi qu'une section en rentrée décalée pour le même diplôme (février 2017).

Pour la rentrée 2017, une section de Dirigeant Manager opérationnel d'Entreprise (titre de niveau 7) est mise en place.

En 2019, C3 CFA est devenu UFA du CFA AFI24 pour une classe de Responsable Opérationnel d'Unité, certification de niveau 6 de GEM.

La convention quinquennale avec la Région Ile de France a été renouvelée pour cinq nouvelles années à compter du 1er janvier 2010, puis prorogée de 18 mois le 1er janvier 2015.

Une nouvelle convention quinquennale a été signée au 1er janvier 2016. Elle est remplacée au 1er janvier 2017 par un contrat de performance avec la mise en place d'un plan d'actions quinquennal et un dialogue annuel de gestion.

La réforme du 5 septembre 2018 a été effective au 1er janvier 2020 et a changé le mode de fonctionnement de l'apprentissage, ainsi que son financement.

Afin de poursuivre un développement pérenne efficace et efficient, un contrat qualité a été signé avec la Région en 2009. Sa mise en place effective a commencé en 2010. L'équipe des permanents du CFA a été renforcée pour atteindre ces nouveaux objectifs ainsi que des investissements significatifs pour améliorer la qualité de fonctionnement.

Grâce à cette démarche, C3 CFA a été certifié en 2013 NF Service 214 et confirmé en 2014 pour trois ans.

Un audit de surveillance a à nouveau eu lieu 25 avril 2019 et a permis le renouvellement de ce certificat pour une nouvelle période de 3 années. C3 CFA est par ailleurs le premier qualifié ISQ OPQF le 27 juin 2018.

En octobre 2019, afin de répondre aux attendus de la réforme loi avenir de 2018, C3 CFA a décidé de s'engager rapidement dans la certification Qualiopi et a été certifié en juillet 2020.

Le groupe C3 ayant opéré une structuration de ses activités, C3 CFA ne fait depuis la rentrée 2020/2021 que des BTS en apprentissage.

Informations et méthodes comptables :

Informations générales et faits significatifs de l'exercice :

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui forment un tout indissociable sont établis à la clôture de l'exercice au vu des enregistrements comptables et de l'inventaire. L'annexe complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

L'annexe comporte toutes les informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et par le compte de résultat.

Une inscription dans l'annexe ne peut pas se substituer à une inscription dans le bilan et le compte de résultat.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre :

Information au titre des principes et méthodes comptables :

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Informations sur les postes de l'actif du bilan :

État de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé :

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévues.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

État de l'actif Immobilisé :

Immobilisations Incorporelles et Corporelles	Valeur brute Début D'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur Brute Fin d'exercice
		Réévaluation	Acquisition	Virements	Cessions / Rebuts	
Frais D'établissement						
Autres Immobilisations incorporelles	83 244		1 824			85 068
Total Immobilisations Incorporelles (I)	83 244		1 824			85 068
Terrain	165 741					165 741
Constructions	3 132 407					3 132 407
Installations techniques, matériels et outillages Industriels						
Installations générales, agencements, aménagements divers	738 481		37 480			775 961
Matériel de transport						
Matériel de bureau et informatique, mobilier	326 089		4 139			330 228
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
Total Immobilisations Corporelles (II)	4 362 717		41 619			4 404 336
Participations						
Créances rattachées à des Participations						
Autres Titres Immobilisés	8 646		15			8 662
Prêts et autres immobilisations financières	2 584				2 500	84
Total Immobilisations Financières (III)	11 230		15		2 500	8 746
Total Général (I + II+III)	4 457 191		43 458		2 500	4 498 150

Méthode d'amortissements et de dépréciations :

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

Amortissement de l'actif Immobilisé :

Amortissements de l'actif immobilisé	Valeur Début D'exercice	Augmentations (+)	Diminutions (-)	Valeur Fin d'exercice
Frais D'établissement				
Autres Immobilisations incorporelles	58 010	18 329		76 339
Total Immobilisations Incorporelles (I)	58 010	18 329		76 339
Terrain	10 094	673		10 767
Constructions	1 155 129	104 530		1 259 659
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Installations générales, agencements, aménagements divers	631 824	19 660		651 484
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	307 532	10 997		318 530
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total Immobilisations Corporelles (II)	2 104 580	135 860		2 240 440
Total Général (I + II)	2 162 589	154 189		2 316 779

Dépréciation de l'actif Immobilisé :

Dépréciation Actif Immobilisé	Valeur Début D'exercice	Augmentations (+)	Diminutions (-)	Valeur Fin d'exercice
Immobilisations Incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations Corporelles	-	-	-	-
Immobilisations Financières	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

État des échéances des créances à la clôture de l'exercice :

ETAT DES CREANCES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Autres immobilisations financières	84	-	84
Créances clients et comptes rattachés	1 708 499	1 708 499	-
Autres	774 334	774 334	-
Charges constatées d'avance	35 557	35 557	-
Totaux	2 520 974	2 518 390	84
Prêts accordés en cours d'exercice	-	-	-
Remboursements obtenus en cours d'exercice	2 500	-	-

Informations sur les postes du passif du bilan :

Informations sur les fonds propres et tableau de variation de ceux-ci (entités non APG, hors fondations abritantes et fonds de dotation) :

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé " excédent " et le résultat négatif " déficit ". L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds propres avec ou sans droit de reprise.

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

Tableau de Variation des Fonds Propres :

Variation des fonds Propres	Ouverture	Affectation Résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	Clôture
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Écarts de réévaluation	-	-	-	-	-
Réserves	-	-	-	-	-
Report à nouveau	400 764	401 666	-	-	802 430
Excédent ou déficit de l'exercice	401 666	- 401 666	585 644	-	585 644
Situation nette	802 430	-	-	-	1 388 074
Fonds propres consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	1 634 752	-	-	102 785	1 531 967
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
Total	2 437 182	-	585 644	102 785	2 920 041

Informations sur les subventions d'investissement :

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds propres.

	Solde à L'ouverture	Augmentation	Diminution	Solde à la Clôture
Subventions Investissement	3 443 982			3 443 982
Total Quote-part virées au résultat	1 809 230	102 785		1 912 015

Information sur les fonds dédiés :**Passifs et provisions :****Provisions :**

Provisions	Solde à L'ouverture	Augmentation	Diminution	Solde à la Clôture
Réglementées				
Pour Risques				
Pour Charges	66 913	2 801		69 714
Total	66 913	2 801	-	69 714

Nature Provisions Pour Risques et Charge	Solde à L'ouverture	Augmentation	Diminution	Solde à la Clôture
Provision Pour Risque D'emploi	-			-
Autres Provisions pour Risques	-			-
Provisions pour pensions et obligations similaires	26 913	2 801		29 714
Provisions pour grosses réparations	-			-
Autres provisions pour charges	40 000			40 000
Total	66 913	2 801	-	69 714

Pensions, Retraites et versements similaires :

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

La provision d'indemnité de départ à la retraite a été évaluée conformément au Règlement de l'ANC Numéro 2013-02.

Le taux d'actualisation retenu est de : 1.49 %

Le taux d'augmentation annuel des salaires retenue est de : 1.50 %

Engagement Retraite	Indemnités de départ à la retraite	Engagement de pension à d'anciens dirigeants	Cotisations Mutuelles prises en charge pour salariés partis en retraite
Provisionné	69 714		
Non Provisionné			
Total	69 714		-

État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

Évaluation des dettes : Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an maximum à l'origine			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à plus d'1 an maximum à l'origine	324 432	158 010	166 322
Emprunts et dettes financières divers	2 479	1 279	1 200
Fournisseurs et comptes rattachés	273 038--	273 038	
Dettes fiscales et sociales	954 999+-	954 999	
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés			
Autres Dettes	3 400	3 400	
Produits constatés d'avance	147 460	147 460	
Total	1 860 681	1 538 186	167 522
Emprunts souscrits sur l'exercice			
Emprunts Remboursés sur l'exercice	154 873		
Emprunts et Dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture			

Autres informations :

RESSOURCES DE L'ORGANISME				
Origine des fonds	Montants 31/12/2022		Montants 31/12/2021	
	En €	En %	En €	En %
Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers				
Entreprises	2 731	0%	3 065	0%
Etat, Collectivités locales, étab. Pub.	7 566	0%		
Entreprises : via fondecif, OMA, FAF	2 000 347	72%	1 969 039	72%
Particuliers	34 966	1%	1 500	0%
Sous total I	2 045 610		1 973 604	
Ressources provenant des pouvoirs publics				
Instances européennes	134 254	5%		
Etat, Collectivités locales, étab. Pub.				
Régions				
Autres collectivités territoriales				
Sous total II	134 254		0	
Autres				
Autres organismes de formation	46 893	2%	140 900	5%
Autres ressources	565 006	20%	627 349	23%
Participations financières apprenants		0%	-	0%
Sous total III	611 899		768 249	
Total des ressources	2 791 763	100%	2 741 853	100%

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

DECOMPOSITION DES ACTIONS DE FORMATION PAR FINALITE

Finalité des actions	Volumes financiers			
	Montants 31/12/2022		Montants 31/12/2021	
	En €	En %	En €	En %
Diplômantes	2 791 763	100%	2 741 853	100%
Perfectionnement professionnel et qualifiant		0%	-	0%
Insertion sociale		0%	-	0%
Total des ressources	2 791 763	100%	2 741 853	100%

CONVENTION DE RESSOURCES PUBLIQUES AFFECTEES

Convention	Montant initial	Suivi d'exécution		
		Solde au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Solde en fin d'exercice
Néant				